

Cote du document: EB 2011/104/R.40
Point de l'ordre du jour: 13
Date: 21 novembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport sur la troisième session de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Gary Howe
Chef du secrétariat de la Reconstitution
téléphone: +39 06 5459 2262
courriel: g.howe@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatrième session
Rome, 12-14 décembre 2011

Pour: **Information**

Rapport sur la troisième session de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

Conformément à la résolution 160/XXXIV sur l'établissement de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, aux termes de laquelle le Conseil d'administration doit être tenu informé du déroulement des délibérations de la Consultation, la synthèse de la troisième session de la Consultation sur FIDA9 établie par le président est présentée en annexe au présent document.

Cote du document: REPL.IX/3/INF.2/Rev.1
Date: 10 novembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F

Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Synthèse du président de la Consultation

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Gary Howe

Chef du secrétariat de la reconstitution
téléphone: +39 06 5459 2262
courriel: g.howe@ifad.org

Hisham Zehni

Responsable des programmes
du secrétariat de la reconstitution
téléphone: +39 06 5459 2183
courriel: h.zehni@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Consultation sur la neuvième reconstitution
des ressources du FIDA — Troisième session
24-25 octobre 2011

Pour: **Examen**

Synthèse du président de la Consultation

1. Les membres de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9), la direction et le personnel du Fonds ainsi que les observateurs se sont réunis à Rome (Italie) les 24 et 25 octobre 2011, à l'occasion de la troisième session de la Consultation sur FIDA9. Les documents suivants, préparés par la direction du FIDA, ont été examinés: Document intersessions de la Consultation sur FIDA9 (qui a fait l'objet d'une session technique informelle tenue le 23 octobre), Gestion axée sur l'efficacité au FIDA: avancées réalisées durant FIDA8 et propositions pour FIDA9, Coopération Sud-Sud dans le modèle opérationnel du FIDA, Cadre de mesure des résultats pour 2013-2015, Projet de rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, et Projet de résolution sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA. Dans ses observations préliminaires, le Président du FIDA a mis l'accent sur l'ampleur de la demande et des besoins s'agissant d'investir à long terme dans l'agriculture familiale et le développement rural, pour pouvoir éradiquer la pauvreté et la faim, premier des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a remercié les membres pour leur appui sans faille en faveur du Fonds et les a exhortés à verser de généreuses contributions pour faire de cette neuvième reconstitution un succès.

A. Document intersessions de la Consultation sur FIDA9

2. Les membres se sont félicités des nombreuses précisions figurant dans le document ainsi que de l'opinion rassurante du Commissaire aux comptes quant au modèle financier du FIDA.
3. La proposition avancée par la direction visant la mise en œuvre d'un principe de flux de trésorerie durable concernant la gestion financière, qui entrera en vigueur à compter de janvier 2013, a recueilli un large consensus dans la mesure où cela a été considéré comme une avancée importante sur la voie des meilleures pratiques.
4. Les membres de la Liste A ont approuvé sans réserve la proposition visant à harmoniser les conditions de prêt particulièrement favorables appliquées par le FIDA avec celles proposées par l'Association internationale de développement (IDA). Les membres de la Liste C ont estimé qu'ils ne disposaient pas d'informations suffisantes pour pouvoir juger de l'incidence des changements proposés pour un certain nombre de pays et ont demandé des précisions additionnelles sur ce point. Ils ont par ailleurs recommandé que cette question soit renvoyée devant le Conseil d'administration afin que, par la suite, le Conseil des gouverneurs puisse prendre sa décision. La direction s'est engagée à examiner attentivement cette question.
5. À la demande de certains membres de la Liste A, la direction a accepté de soumettre à l'examen du Conseil d'administration, avant FIDA10, une proposition visant à établir un mécanisme relatif à la compensation du principal non recouvré, comme conséquence de l'adoption du Cadre pour la soutenabilité de la dette, à compter de la période couverte par FIDA10. Par ailleurs, de l'avis d'un certain nombre de membres, des incitations devraient être envisagées afin d'accélérer les remboursements.

B. Gestion axée sur l'efficacité au FIDA

6. Les membres ont salué les efforts déployés par la direction et les progrès accomplis depuis 2009 pour accroître l'efficacité dans le cadre du Programme de changement et de réforme, et ont donné leur avis sur les propositions visant à améliorer encore la performance du Fonds durant la période couverte par FIDA9. De plus, ils ont accueilli favorablement l'évaluation, au niveau de l'institution, de l'efficacité du FIDA. Dans ce contexte, les membres ont mis l'accent sur les points suivants:

- l'importance de maintenir une approche d'optimisation des ressources prenant en compte l'efficacité tant opérationnelle qu'administrative afin d'obtenir de meilleurs résultats avec les ressources à disposition;
- la nécessité de spécifier les mesures que le FIDA mettra en œuvre, de concert avec les autres organisations basées à Rome, pour améliorer l'efficacité durant la période couverte par FIDA9, et de rendre compte des économies réalisées;
- la nécessité, pour le FIDA, d'intensifier son programme de réforme des ressources humaines, notamment dans le cadre des initiatives conjointes – en cours et éventuelles – avec la Commission de la fonction publique internationale, comme celle qui verrait le FIDA devenir une institution pilote, au sein du système des Nations Unies, s'agissant de rémunération de la performance;
- appuyant sans réserve le projet du FIDA d'élargir sa présence dans les pays, les membres ont insisté sur la nécessité de garantir une délégation de pouvoir appropriée au personnel basé dans les pays ainsi que le rapport coût-efficacité lors de la création et du fonctionnement des bureaux de pays du FIDA;
- tout en se félicitant des nouveaux indicateurs d'efficacité proposés, les membres ont encouragé l'adoption d'un éventail d'indicateurs plus limité dans le Cadre de mesure des résultats pour 2013-2015;
- dans ce contexte, certains membres ont demandé que le ratio d'efficacité actuel soit maintenu à des fins de suivi dans le Cadre de mesure des résultats 2013-2015 tant que l'on ne possédera pas une expérience suffisante des nouveaux indicateurs;
- le Conseil d'administration devrait envisager la possibilité de réaliser des gains d'efficacité dans les opérations relatives aux organes directeurs;
- la nécessité d'apporter un soin particulier à la conception d'un système de suivi de l'utilisation du temps de travail afin de s'assurer de son adéquation et de son efficacité par rapport à l'usage prévu; et
- compte tenu de sa mission ultime, à savoir atténuer la pauvreté, le FIDA devrait envisager la mise en place d'un indicateur établissant une relation entre les ressources investies par le FIDA et les populations qui parviennent ainsi à se libérer de la pauvreté.

C. Coopération Sud-Sud dans le modèle opérationnel du FIDA

7. Les membres se sont unanimement félicités de l'approche adoptée par le FIDA ainsi que de sa décision de renforcer son rôle s'agissant de promouvoir et de faciliter la coopération Sud-Sud. Ils ont entériné la proposition visant à établir une fonction de coordination au niveau institutionnel afin de garantir que la coopération Sud-Sud aille de l'avant de manière stratégique, soit pleinement intégrée dans tous les programmes de pays et repose sur des données fiables. Les membres ont souligné la nécessité d'offrir au personnel des ressources et des incitations adéquates pour pouvoir mener cette coopération. Les membres ont encouragé le FIDA à promouvoir des modèles de coopération triangulaire. Certains membres, en relation avec des thèmes prioritaires, ont insisté sur la nécessité de renforcer les systèmes de recherche et de vulgarisation et de favoriser la mobilisation des jeunes dans l'agriculture.

D. Cadre de mesure des résultats pour 2013-2015

8. Les membres ont félicité la direction pour les nombreuses améliorations introduites dans le Cadre de mesure des résultats ainsi que pour la priorité accordée à l'évaluation de l'impact. Notant les difficultés d'ordre méthodologique, les membres ont estimé que le FIDA pouvait être considéré comme un précurseur dans le

domaine de la mesure de l'impact. Ils ont rappelé la nécessité: de garantir la pertinence des données de base; de s'employer activement à établir des partenariats avec des institutions spécialisées dans l'évaluation de l'impact; et de mobiliser des ressources suffisantes afin de développer la capacité interne en appui au travail dans ce domaine.

9. La direction a été invitée à revoir ses mécanismes de transmission des résultats à ses organes directeurs afin, d'une part, de regrouper les divers rapports présentés par la direction et, d'autre part, d'offrir aux hauts responsables de l'élaboration des politiques un compte rendu plus succinct des résultats et de l'impact du Fonds dans le temps, mettant mieux en évidence le rapport entre ressources investies et résultats obtenus. La direction a indiqué que, en ce sens, les résultats de l'évaluation, au niveau de l'institution, de l'efficacité du Fonds menée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) devraient être utiles au Conseil d'administration et à la direction.
10. Les membres ont noté que le Cadre de mesure des résultats proposé prévoit des indicateurs destinés à suivre la performance dans les États fragiles ainsi qu'en matière de parité hommes-femmes et de changement climatique, et ont accueilli favorablement l'engagement de la direction à évaluer dans quelle mesure le FIDA contribuait à libérer les populations de la pauvreté. Cependant, certains membres ont déclaré qu'il serait souhaitable de renforcer encore les mesures dans ces domaines et de ventiler les notes des programmes par niveau de performance, tandis que d'autres membres mettaient en garde contre les risques de prolifération d'indicateurs. Certains membres ont invité la direction à redoubler d'efforts afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et de relever le niveau fixé pour les indicateurs de la gestion du portefeuille. La direction s'est engagée à voir de quelle manière il était possible de satisfaire au mieux ces exigences, tant dans le contexte du Cadre de mesure des résultats que des politiques connexes, comme la future politique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

E. Projet de rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

11. Les membres ont félicité la direction pour le Projet de rapport sur FIDA9 et se sont déclarés satisfaits du calendrier proposé pour son examen, sa finalisation et son approbation.
12. Ils ont fourni des conseils sur des thèmes et questions qui devraient être abordées ou approfondies dans le rapport, comme les réformes dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de l'efficacité, et les plans destinés à améliorer la mesure et la communication des résultats, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les partenariats, la reproduction à plus grande échelle, la coopération Sud-Sud et l'efficacité de l'aide au développement.
13. Les membres ont demandé que le rapport soit plus succinct et que les résultats attendus de réformes spécifiques durant la période couverte par FIDA9 soient présentés dans le résumé, dans le corps principal du texte ainsi que dans la matrice des engagements. Par ailleurs, ils se sont félicités de l'intégration d'une annexe présentant la synthèse des progrès accomplis s'agissant de mener à bien les engagements pris pour la période couverte par FIDA8.

F. Scénarios financiers et objectifs de contributions pour FIDA9

14. Les membres ont remercié la direction pour les scénarios financiers révisés pour FIDA9, qui offrent un vaste éventail d'options. Ils ont pris note des taux de change proposés pour la neuvième reconstitution et les ont approuvés.
15. Les membres ont souligné l'ampleur des besoins et de la demande s'agissant d'investir en faveur de la petite agriculture et du développement rural, et ont noté que le FIDA possède la capacité organisationnelle nécessaire pour mener à bien un

Programme de prêts et de dons accru durant FIDA9. Tout en espérant que le Programme de prêts et dons du FIDA pour FIDA9 sera élargi ou tout du moins maintenu au même niveau que celui de FIDA8, les membres ont pris acte des difficultés que cela comporte et ont insisté sur la nécessité, pour tous les membres et toutes les listes, de s'unir en ce sens dans un effort collectif extraordinaire.

16. Un certain nombre de membres se sont dit prêts à augmenter leurs contributions au titre de FIDA9 dans le cadre de cet effort, à condition que soient satisfaites leurs attentes en relation avec les réformes de FIDA9. D'autres membres ont observé que l'augmentation, même modeste, ou le maintien des contributions par rapport à FIDA8 constituerait un résultat très satisfaisant compte tenu des augmentations notables de contributions lors des reconstitutions précédentes et des contraintes budgétaires actuelles. Certains membres ont invité la direction à envisager la possibilité d'une utilisation accrue des ressources internes du Fonds pour FIDA9. D'autres ont insisté sur le fait que la direction, de concert avec le Conseil d'administration, devait redoubler d'efforts afin d'identifier des sources additionnelles de financement, sous réserve de l'analyse de l'impact que tout nouveau mécanisme de financement serait susceptible d'avoir sur la structure de gouvernance du Fonds. Les membres se sont mutuellement invités à rechercher le maximum d'appui financier dans leurs capitales respectives afin que la reconstitution soit aussi réussie que possible. Le président de la Consultation et la direction se sont engagés à épauler les délégués dans leurs efforts afin d'obtenir le soutien des hauts responsables pour une reconstitution de FIDA9 couronnée de succès.

G. Projet de résolution sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

17. Les membres ont accueilli favorablement le nouveau projet de résolution. Des précisions ont été fournies en réponse aux questions soulevées par les membres. Certains d'entre eux étaient particulièrement préoccupés par la section I de la résolution relative à l'adéquation des ressources et ont invité la direction à la revoir attentivement. En réponse aux observations formulées par les membres, la direction a annoncé qu'elle présenterait, dans un délai d'une semaine, un projet de résolution révisé (avec le suivi des modifications).

H. Conclusion

18. Le Président du FIDA a remercié les délégués pour leurs commentaires constructifs et leur appui et a souligné l'importance d'un effort concerté pour que cette reconstitution soit couronnée de succès, de manière à permettre au FIDA de maintenir, voire d'accroître, son niveau d'appui en faveur du développement rural et de la sécurité alimentaire. Il a indiqué les prochaines mesures que la direction adoptera en vue de la préparation de la quatrième et dernière session de la Consultation, en décembre. L'un des membres a par la suite suggéré de réfléchir soigneusement à la préparation et à l'organisation de la session de décembre, et a proposé que les travaux préparatoires soient menés par les membres des trois listes de manière à ce que les positions respectives soient clairement articulées avant la session. La direction et le président de la Consultation ont accueilli favorablement cette orientation générale et ont donné aux participants l'assurance que tous les aspects seraient envisagés afin de garantir le succès de la session finale de la Consultation sur FIDA9.

Déclaration de la Liste A sur le document intersessions de la Consultation sur FIDA9

Les membres de la Liste A souhaitent remercier la direction du FIDA, en particulier le Responsable financier principal, pour ce document fort utile qui répond aux demandes que nous avons formulées au mois de juin, lors de la réunion sur la reconstitution.

Avec ces hypothèses révisées, la base de planification de la reconstitution est plus réaliste. Ce document expose effectivement les défis, les options et les compromis qui nous aideront à faire en sorte que cette reconstitution soit couronnée de succès.

Nous tenons à réaffirmer notre appui sans réserve à la mission du FIDA, à savoir répondre aux besoins essentiels de sécurité alimentaire et nutritionnelle des zones rurales les plus défavorisées de ses pays membres en développement, ainsi que notre opinion partagée que le FIDA est parvenu à améliorer les résultats obtenus grâce à ses programmes. Les membres de la Liste A feront tout leur possible afin de maintenir leur appui sans réserve en faveur de FIDA9, dans le droit fil des augmentations notables apportées à FIDA8. À une époque où la conjoncture internationale difficile ne permet pas de garantir les finances du FIDA, chaque liste doit s'efforcer de faire de son mieux. Un accroissement des contributions des donateurs de la Liste C et un retour en force des contributions de la Liste B, qui par tradition représentaient une plus grande partie du financement du FIDA, sont plus que jamais nécessaires. Nous invitons tous les membres à unir leurs efforts afin de faire de cette neuvième reconstitution un succès.

En réponse aux questions posées, nous estimons que l'harmonisation des conditions de prêt du FIDA et de l'IDA est justifiée. Les conditions de remboursement devraient être différenciées en fonction de la force économique relative des pays membres, et l'on pourrait envisager, dans une certaine mesure, d'accroître cette différenciation au sein du FIDA. Nous sommes conscients que, pour certains pays, cela signifierait un durcissement des conditions de prêt mais, dans l'ensemble, les conditions appliquées par le FIDA pour les pays admis à bénéficier de prêts de l'IDA resteraient encore favorables. Nous espérons que les autres listes seront disposées à approfondir cette possibilité. Si l'on convenait d'harmoniser les conditions du FIDA et celles de l'IDA, cela permettrait aux pays emprunteurs de disposer d'une autre option satisfaisante de contribuer à la viabilité financière du FIDA. De plus, nous sommes favorables à ce que la direction du FIDA étudie la possibilité d'accélérer le remboursement des prêts.

Enfin, nous nous félicitons de la présentation d'informations additionnelles concernant la mise en œuvre, envisagée par le FIDA, d'un principe de flux de trésorerie durable en relation avec le pouvoir d'engagement anticipé (PEA) durant FIDA9. Nous remercions la direction pour avoir facilité le récent audit externe des hypothèses et projections en relation avec le PEA, qui s'est révélé rassurant. Nous sommes convaincus que le FIDA avance dans la bonne direction avec la modernisation de son système de PEA, conformément aux bonnes pratiques en vigueur dans les banques multilatérales de développement.

Nous sommes impatients de travailler de concert avec tous les membres pour prêter appui à la réalisation du mandat du FIDA et faire de cette reconstitution un succès, en particulier à une époque où le monde exige des efforts accrus pour aborder les questions de sécurité alimentaire et de nutrition.

Nous vous remercions.

Déclaration de la Liste C

Nous, Membres de la Liste C, convenons que les hypothèses de financement présentées par la direction offrent un éventail d'options satisfaisant pour examiner les besoins des pays membres emprunteurs. Toutefois, plus important encore, nous partageons l'attente que FIDA9 soit couronnée par une augmentation du programme de travail.

En ce qui concerne le plan de mise en œuvre d'un principe de flux de trésorerie durable, nous avons encore des inquiétudes quant à son impact sur les pays membres.

En ce qui concerne l'alignement des conditions de prêt du FIDA sur celles de l'IDA, nous, Membres de la Liste C, estimons qu'il s'agit là d'une question qui doit être approfondie tant avec la direction qu'avec les autres membres du FIDA, avant que ne soit adoptée une décision définitive sur cette question de cruciale importance.

En conséquence, nous invitons la direction à élaborer un "document intersessions" sur les répercussions que peuvent avoir tant l'alignement des conditions de financement du FIDA sur celles de l'IDA que l'adoption du principe de flux de trésorerie durable, afin de définir plus clairement les bases sur lesquelles devront reposer les décisions finales.